

OPÉRATIONS DE RELOGEMENT, HAUSSE DES PRIX DES LOGEMENTS AADL, GESTION IMMOBILIÈRE, POLÉMIQUE AUTOUR DE LA GRANDE-MOSQUÉE...

Tebboune à cœur ouvert

Au départ, notre volonté était d'interroger Monsieur Abdelmadjid Tebboune, ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, sur la seule opération d'éradication des bidonvilles et pourquoi l'arrivée, du 18 au 20 mai, d'une délégation de l'ONU pour assister à cette opération. Au fil de la rencontre, l'entretien a pris des chemins plus larges pour aborder les nombreuses questions sensibles que se pose aujourd'hui le citoyen sur le logement et ses craintes de voir ses chances disparaître si les difficultés financières que vit aujourd'hui le pays impactaient les programmes du département de l'habitat. C'est à toutes ces questions que Monsieur Tebboune a répondu, comme il l'a fait aussi pour les questions liées au projet de la Grande Mosquée d'Alger qui continue à susciter beaucoup d'interrogations.

Le Soir d'Algérie : Vous recevez, avec le wali d'Alger, du 18 au 20 mai, une délégation onusienne de l'habitat qui vient assister à la 21^e opération de relogement dans la wilaya d'Alger et s'enquérir, dit le communiqué officiel APS, de l'expérience « inédite » dans le domaine de l'éradication de l'habitat précaire. En quoi cette opération est « inédite, unique dans le monde » ?

Abdelmadjid Tebboune : Cette délégation vient suite à ce que l'on avait dit, lorsque Monsieur Ban Ki-moon est venu et qu'on lui avait remis un magazine spécial élaboré à l'occasion de cette visite et reprenant tous les efforts faits dans le cadre de l'éradication des villes. La capitale, la plus grande concentration, puis viennent Oran, Annaba et Constantine. Pour Alger, cela touche à sa fin. C'est pourquoi l'on a annoncé que 2016 sera l'année d'éradication des bidonvilles et de l'habitat précaire.

Excusez-moi, mais il y a eu l'inter-vention, il y a quelques jours, de M. Zoukh, wali d'Alger, qui a annoncé qu'il allait y avoir encore les 22^e, 23^e et 24^e opérations du genre, donc ce n'est pas terminé.

Oui, vous savez pourquoi ? Il y a d'abord les bidonvilles et il y a le logement précaire.

La différence entre les deux ?

Le logement précaire a toujours été un logement légal, ancien. Vous prenez Bologhine, à la Pointe-Pescade, à chaque séisme, l'on se tient le ventre. Avec La Casbah aussi, les habitations sont vieilles et subissent les affres de l'âge. On va aller vers les quartiers précaires où il y a toutes les commodités, électricité, eau, gaz, écoles, etc. mais ce n'est plus habitable, au sens sécurité du terme. Donc, c'est pour ça que le wali parle de cela. Puis, il y a aussi les mal logés : ceux qui habitent un appartement correct mais qui sont à 2 ou 3 familles dans le logement. Alors ce sont des priorités qu'on se fixe d'abord pour enlever ce spectacle désolant qui existe d'ailleurs dans d'autres villes comme Johannesburg, par exemple. Les bidonvilles sont pratiquement la maladie du siècle. Nous, nous ne voulons pas de cette situation tout simplement. C'est indigne de l'Algérie parce que tout le monde doit en bénéficier, c'est constitutionnel et plus affirmé encore dans la nouvelle Constitution et puis c'est conforme aux principes de Novembre. Un Etat doit prendre en charge les problèmes sociaux de ses citoyens. Il y a eu, par ailleurs, la décision prise par le président de la République dans son discours en 99 quand il a affirmé qu'il fallait faire disparaître tous les paysages de misère. Vous savez, pour



Abdelmadjid Tebboune, ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville.

nous, les bidonvilles, c'est un peu le reflet de tous les grands événements douloureux qu'a connus l'Algérie. C'en est la résultante. Il y a eu un exode terrible vers les villes au point qu'il y a eu inversion de la donne. A l'indépendance, il y avait 35% de la population dans les villes et 65% dans les campagnes. Aujourd'hui c'est l'inverse. 65% dans les villes et 35% dans les campagnes. Alger, à l'indépendance c'était 450 000 habitants. Il y avait des terrains, des constructions individuelles, l'Etat était tellement occupé à d'autres choses, c'est pourquoi il y a eu construction partout. Il y a eu également la période où pratiquement toute la population rurale est venue s'abriter dans Alger, plus sécurisée. Maintenant, nous essayons de faire le chemin inverse. Si l'on ferme les yeux et qu'on laisse les choses se poursuivre, comme ils le font ailleurs, à Casa, par exemple, où un seul bidonville fait 2 millions d'habitants, ça deviendra insoluble. Vous prenez Johannesburg, c'est impossible, au Cap aussi ; et au Nigeria, ils ont essayé de fuir Lagos et créer une ville à Abuja mais ça n'a pas pris. Et puis ma conviction, certainement avec celle du président de la République, est que les gens qui ont combattu pour l'indépendance ont droit à ça. Le plus dangereux pour le pays, c'est qu'il y ait deux Algérie qui se côtoient, une Algérie de l'opulence, avec une vie correcte et décente, et une Algérie de la misère. Ces deux Algérie auraient fini par s'affronter. Et puis Alger est une belle capitale si ce n'est la plus belle capitale de la Méditerranée avec sa configuration géographique. Elle ne mérite pas ce qu'elle a subi, il fallait du courage.

Pour vous, cette opération est donc une opération unique ?

Elle est unique. Au moment où je vous parle, il n'y a pratiquement plus de bidonvilles à Alger. Au Grand-Alger, la 21^e opération va éradiquer un peu plus large et nous sommes actuellement la seule capitale africaine, arabe, peut-être même méditerranéenne, sans bidonvilles. Ça n'existe pas ailleurs, nous en sommes fiers.

Au-delà de cet aspect, est-ce que la délégation de l'ONU, que vous recevrez du 18 au 20 mai, n'est pas venue pour contrôler la manière avec laquelle vous opérez et s'il n'y a pas de travers, de brutalité ?

Oui mais ils sont libres. Il y a eu déjà d'autres délégations qui sont venues, le Pnud sait très bien que cela se fait dans la sérénité, dans la joie, les youyous. Ailleurs, il est vrai que ça ne se passe pas comme cela, on rase et puis au revoir.

Et une fois leurs bidonvilles rasés, ils vont où ? Ils sont logés ? Et dans quelles conditions ?

Dans les très nouveaux et très beaux logements avec toutes les commodités.

Mais il y en a beaucoup qui ne sont pas contents, parce qu'ils n'ont pas bénéficié de l'opération.

Oui, bien sûr, mais il y a le fichier informatisé qui entre en ligne. Vous savez, l'on a découvert, il y a un an, que dans 3 quartiers de bidonvilles, il y avait des détenteurs de villas R+2, louées. Nous les avons traduits en justice, et par le

Par Khedidja Baba-Ahmed

wali aussi. Le fichier nous permet aujourd'hui, comme à Remli par exemple, de trouver qu'il y en avait 400 qui avaient leur logement. Parce que le fichier ressort n'importe quel logement que vous détenez sur n'importe quelle région du territoire.

Mais en amont, est-ce que vous avez une méthode pour éviter que ce genre de problèmes ne se répète pas ?

Oui, bien sûr, des instructions ont été données aux walis. A Alger, c'est une coordination parfaite avec la Wilaya. Chaque fois qu'il y a éradication, l'utilisation du terrain peut se faire de 3 façons différentes. Si c'est dans une zone très dense, sur le plan de la construction, le terrain est utilisé pour aérer, pour créer des espaces publics, un lycée par exemple s'il en manque, un CEM, des polycliniques et beaucoup d'espaces verts, de jeux, notamment au cœur d'Alger. Au Val d'Hydra, par exemple, les kiosques rasés vont servir uniquement d'embellissement et de services publics. Lorsqu'il s'agit d'un quartier un peu excentré, on reprend le terrain, soit pour un logement AADL, soit pour un logement social et à ce moment-là, la passation se fait le jour même entre la Wilaya et notre entreprise. On clôture, on amène une société de gardiennage pour une ou deux semaines, le temps que le marché soit traité avec l'entreprise qui doit construire et elle s'installe définitivement sur le chantier. L'on ne nous a pas signalé de réapparition sur les lieux. Maintenant, les services de police et de gendarmerie sont très vigilants là-dessus. Il y a eu des tentatives, même en plein démantèlement à Remli, à Gué-de-Constantine. Il y a des gens qui venaient d'être logés à Diar Echams qui ont pris leur logement et qui étaient revenus, ignorant que le fichier mis en place allait les détecter. C'est une bataille et rien n'est facile.

Pour revenir à l'objet de la visite, il y a un programme de l'ONU sur le développement humain. Tous les pays doivent faire un minimum. Je pense que l'Algérie est un des rares pays qui est pratiquement entré dans la normalité pour tout ce que demandait l'ONU. Aussi bien sur le droit, l'enseignement, la prise en charge médicale, l'eau et le logement ; celui-ci étant très difficile, l'on a éradiqué les bidonvilles. L'Algérie est classée parmi les tout premiers pays en matière d'investissements humains. C'est un peu ça leur mission.

Ils viennent donc pour vérifier cela...

Bien sûr, et peut-être aussi pour mettre en valeur et faire profiter de cette expérience d'autres pays.

C'est ce que vous espérez ?

Ça nous ferait plaisir, bien sûr, de voir nos efforts couronnés par une reconnaissance de ce niveau. C'est bien mais ce n'est pas l'essentiel pour nous. L'objectif est de dire que l'Algérie est un pays des défis.